

Impasse : Gaza entre l'Égypte et Israël

Soumis à un blocus d'Israël, les Palestiniens de Gaza sont parvenus mercredi 23 janvier à ouvrir des brèches dans la frontière avec l'Égypte. Ils sont des dizaines de milliers à se précipiter pour aller se ravitailler, tandis qu'à Gaza la situation est de plus en plus critique.



■ Palestiniens luttant pour acheter du pain à Gaza, le 21 janvier 2008.

Le mercredi 23 janvier à l'aube, des hommes masqués détruisent à l'explosif une partie des murs en béton marquant la frontière entre la bande de Gaza et le sol égyptien. Les habitants de Gaza se ruent alors par dizaines de milliers à travers les brèches afin de s'approvisionner dans la partie égyptienne de Rafah, une ville située à cheval entre la bande de Gaza et l'Égypte. Le blocus israélien en vigueur depuis le 17 janvier à Gaza a considérablement aggravé les conditions de vie d'une population qui commençait à souffrir d'une pénurie des aliments de base. Dans la partie égyptienne de Rafah, les produits étaient beaucoup moins chers. Des voitures et des charrettes ont de fait assuré un va-et-vient continu, transportant des passagers dans un sens et des marchandises dans l'autre. A Gaza même, la place de la Palestine était jonchée de marchandises rapportées par des chauffeurs ayant effectué plusieurs fois dans la journée le trajet jusqu'à Rafah. Ismail Haniyeh, chef du gouvernement Hamas non reconnu par la

communauté internationale, a proposé l'organisation d'une réunion d'urgence au Caire avec l'Autorité palestinienne basée à Ramallah, en Cisjordanie et dirigée par le président Mahmoud Abbas. Le gouvernement de celui-ci a rejeté cette proposition, accusant le Hamas de vouloir exploiter la situation à des fins poli-

«Les Israéliens nous prennent la liberté et les Égyptiens nous vident les poches»

tiques tout en réaffirmant la nécessité pour le mouvement islamique de restituer le contrôle de Gaza d'où, en juin 2007, le Hamas avait délogé le Fatah. Le mouvement islamique justifiait alors son action par sa victoire aux élections de janvier 2006. Depuis, les divisions

intra-palestiniennes entre le Fatah et le Hamas n'ont cessé de s'aggraver, prolongeant l'éclatement du mouvement national. Un éclatement visible à travers l'existence de deux territoires désormais bien distincts : la Cisjordanie d'un côté et la bande de Gaza de l'autre. En Israël, on s'inquiète de la dernière évolution des événements. Le porte-parole des Affaires étrangères a affirmé que les brèches allaient «permettre au Hamas de faire entrer facilement des armes et des terroristes».

Éclatement du mouvement national

Israël avait justifié son blocus par la multiplication des tirs de roquettes à partir de la bande de Gaza, décriée «entité hostile» depuis le tour de force du Hamas en juin 2007. De son côté, l'armée israélienne a mené des opérations contre les groupes armés de Gaza, qui ont fait plusieurs dizaines de morts depuis le 15 janvier. Face aux critiques de plus en plus pressantes de la communauté internationale quant au blocus et à la menace d'une crise humanitaire, Israël a desserré son étouffement, autorisant mardi dernier la livraison de médicaments et de quantités limitées de carburants. Dimanche soir, l'unique centrale électrique du territoire avait cessé de fonctionner par manque de fioul – financé par l'Union européenne –, occasionnant plusieurs coupures de courant.

Quant au président égyptien Hosni Moubarak, il a plaidé pour une réconciliation entre l'Autorité palestinienne et le Hamas et a affirmé avoir ordonné aux forces de sécurité de laisser passer les Palestiniens : «Je leur ai dit de les laisser entrer, tant qu'ils ne portent pas d'armes, pour qu'ils puissent (...) acheter des produits alimentaires et puis retourner chez eux.» Au Caire, des manifestations spontanées de solidarité avec la population de Gaza ont eu lieu. Pourtant, au cours de la journée, les prix ont décuplé à Rafah face à l'affluence des Palestiniens. L'un d'eux se plaint en ces termes : «Les Israéliens nous prennent la liberté et les Égyptiens nous vident les poches.» ■ AMINA BOUBIA

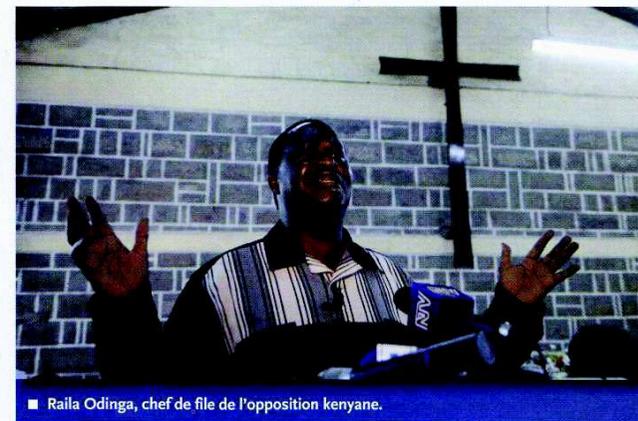
Le Kenya s'enlise dans la crise

Depuis la réélection de Mwai Kibaki le 27 décembre, le Kenya s'enfonce dans une grave crise politique. L'opposition menée par Raila Odinga dénonce les nombreuses fraudes.

La crise post-électorale au Kenya ne cesse de s'aggraver : au moins 780 morts et plus de 250 000 déplacés depuis la réélection controversée du président Mwai Kibaki le 27 décembre dernier. Les affrontements liés au scrutin revêtent un caractère ethnique inquiétant. A Molo, une localité particulièrement touchée par les violences au nord-ouest de Nairobi, des villageois issus de l'ethnie kikuyu du président réélu fuient les exactions de l'ethnie kalenjin favorable au candidat de l'opposition Raila Odinga, arrivé deuxième à l'élection présidentielle. Dans la province où se situe Molo, des violences plus anciennes dues à des conflits fonciers depuis 1992 compliquent la donne. Par ailleurs, des affrontements opposent les forces de l'ordre aux manifestants favorables à l'opposition. Une cérémonie funèbre a été organisée mercredi 23 janvier à Nairobi pour une douzaine de personnes, victimes, selon l'opposition, de la répression des forces de l'ordre.

Médiation de Kofi Annan

La police, qui avait autorisé la procession en dépit de l'interdiction de tout rassemblement politique depuis les élections, a fini par lancer des gaz lacrymogènes en réponse aux jets de pierre des manifestants qui scandaient des slogans contre le président Kibaki. Odinga,



■ Raila Odinga, chef de file de l'opposition kenyane.

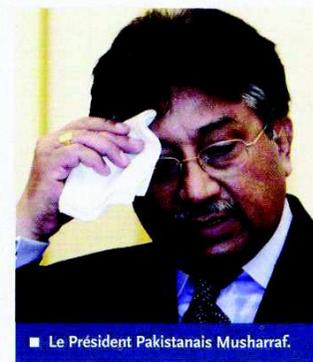
ga, présent à la cérémonie, a immédiatement quitté les lieux. Une situation des plus tendues au premier jour de la médiation de Kofi Annan arrivé sur les lieux la veille pour tenter d'apaiser les tensions entre les politiques. L'ancien secrétaire général des Nations unies se heurtera sans doute à de sérieuses difficultés dans sa tâche. En effet, les deux parties n'ont cessé de recourir à une surenchère verbale, laissant peu de place au dialogue. Le président de l'Union africaine John Kufuor avait

passé trois jours au Kenya début janvier pour tenter une médiation. En vain. Enfin, les répercussions économiques sont de plus en plus perceptibles. Le ministère kenyan du Tourisme a annoncé mercredi que le secteur demandait 9,3 millions d'euros au gouvernement pour faire face aux pertes engendrées par les violences post-électorales. Une crise qui pourrait déborder sur d'autres secteurs essentiels tels que l'agriculture et l'industrie. ■

A. B.

Musharraf en tournée européenne

Le président pakistanais Pervez Musharraf a rencontré mardi 22 janvier son homologue français Nicolas Sarkozy à l'Élysée au deuxième jour d'une tournée européenne entamée dimanche à Bruxelles. Cette tournée qui le conduira également en Grande-Bretagne et en Suisse vise la reconquête d'une caution internationale pour un régime délégitimé. L'arrestation à Barcelone dans la nuit de vendredi à samedi d'islamistes radicaux préparant des attentats suicides et agissant sur ordre d'Al Qaïda au Pakistan semblait de mauvais augure pour la tournée présidentielle. Il n'en sera rien. Sarkozy a promis que la France continuerait de soutenir le Pakistan dans sa lutte contre le terrorisme. Ses alliés occidentaux s'inquiètent des risques de déstabilisation du seul pays musulman à



■ Le Président Pakistanais Musharraf.

disposer officiellement de l'arme nucléaire. Musharraf se voulait rassurant. Relativisant la menace d'Al Qaïda, il a assuré que la bombe atomique ne tomberait pas entre «de mauvaises mains». Il a également promis la tenue d'élections transparentes et pacifiques le 18 février, initialement prévues pour janvier. Mais une chose est sûre : Musharraf n'a pas l'intention de renoncer au pouvoir.

En mars 2007, il suspendait le président de la Cour Suprême de ses fonctions, provoquant d'importants mouvements de protestation. En novembre, il imposait la loi martiale, empêchant la Cour d'invalider sa réélection très controversée du 6 octobre. Enfin, le 27 décembre voyait l'assassinat de sa principale opposante Benazir Bhutto dans des circonstances bien mystérieuses. ■ A. B.